

Le laboratoire du Département en capacité d'analyser 5 000 tests par semaine



Le laboratoire départemental du Vaucluse pourrait traiter 5 000 échantillons sérologiques par semaine pour lutter contre le Coronavirus.

Le gouvernement a mis plus de trois semaines pour autoriser les laboratoires publics départementaux d'analyses à participer à des tests Covid-19. Celui du Vaucluse pourrait aider le secteur médical à hauteur de 5 000 échantillons sérologiques par semaine. Depuis le 15 mars, le gouvernement dispose d'une solution pour augmenter considérablement les capacités de test de dépistage du virus Covid-19. Il s'est enfin décidé à agir en autorisant par un décret du 6 avril les Laboratoires départementaux d'analyse (LDA) à contribuer à l'effort national exceptionnel contre la propagation du virus Covid-19.

3 semaines de perdues dans la 'guerre' au virus



Ecrit par Hervé Tusseau le 9 avril 2020

Implantés sur l'ensemble du territoire, ces 75 laboratoires publics sont un maillon essentiel de notre système de santé. Ils assurent une expertise de proximité dans le domaine vétérinaire en effectuant des analyses de contrôle des eaux, d'hygiène alimentaire ou de santé animale. Ils ont été en première ligne dans la crise de la vache folle ou de la grippe aviaire. Ils disposent de personnels formés et compétents pour réaliser des tests et sont outillés pour traiter à grande échelle les tests sérologiques ; ils peuvent réaliser de l'ordre de 150 000 à 300 000 tests PCR (Réaction de polymérisation en chaîne) par semaine.

Présentant toutes les garanties de sécurité sanitaire et les mêmes performances que les laboratoires de biologie médicale, ces laboratoires vétérinaires ont été mis à contribution en Allemagne, en Belgique ou en Italie. Mais pas en France. Alerté par les professionnels depuis le 15 mars, le directeur général de la santé est resté muet, tout comme le Premier ministre, se bornant à répéter que « le dossier est à l'étude » et que « nous devons respecter des normes ».

Quatre Départements* ont ensuite adressé le 25 mars un courrier au ministre de la santé dont voici un extrait : « L'argument du cadre juridique en cette période de 'guerre' ne nous paraît pas recevable. A ce niveau de gravité de la pandémie, il n'est pas possible que les frontières entre médecine humaine et médecine vétérinaire soient aussi étanches alors (...) que la majorité (60 %) des maladies infectieuses chez l'homme sont des 'zoonoses' selon l'OMS ».

Le 6 avril, le gouvernement a donc cessé de jouer du clavecin dans la rave party pandémique en autorisant les LDA à entrer dans la bataille.

Le Vaucluse en 1^{re} ligne

Le conseil départemental, contacté dès la parution du décret par l'Echo du Mardi, indique que le Laboratoire départemental d'analyses assure la continuité de ses missions en matière d'hygiène alimentaire et de biologie vétérinaire, auprès de ses clients grâce à la présence sur place d'une équipe réduite. « Par ailleurs, et compte tenu des récentes annonces du ministère de la Santé, le laboratoire départemental d'analyses du Vaucluse pourrait en effet réaliser des analyses sérologiques afin de détecter la présence d'anticorps contre le coronavirus dans des échantillons d'origine humaine. Il réalise déjà des analyses en sérologie vétérinaire et pourrait adapter sa méthodologie afin d'aider le secteur médical à la hauteur de ses moyens. Le LDA84 estime actuellement sa capacité d'analyse à environ 5 000 échantillons sérologiques par semaine. Des précisions sur les tests qui pourraient être déployés sont attendues».

**Indre-et-Loire, de la Sarthe, du Maine-et-Loire et de la Loire-Atlantique*